LETTRE GÉOPOLITIQUE DE L'ÉLECTRICITÉ

La Lettre « Géopolitique de l'Electricité » est la seule publication sur ce thème en langue française. Elle est mensuelle. Nous n'avons aucun objectif militant. Nous tentons d'approcher la vérité, en décrivant par des données objectives le passé proche et l'actualité des secteurs électriques ainsi que leurs conséquences. Les faits sont privilégiés aux jugements de valeur sur la finalité des politiques comme celles concernant le climat. Nos études sont inédites. Les données proviennent des instituts de statistiques ainsi que des acteurs du terrain : réseaux de transport, compagnies d'électricité, rapports officiels, associations professionnelles ou ONG. La diffusion de nos informations, à condition d'en citer l'origine, est libre.

Lettre n°93 – 28 mai 2019

Vous pouvez **recevoir notre Lettre** par simple demande par e-mail à :
geopolitique.electricite@gmail.com

ou en vous inscrivant sur notre site
www.geopolitique-electricite.com

où vous retrouverez toutes nos études et des informations liées à l'actualité

Directeur de la Publication: Lionel Taccoen
Rédactrice en chef : Emma Legrand

Politique Energie-Climat : quatre années perdues (2014-2018).

Les émissions de gaz carbonique liées à l'énergie de l'Union Européenne ont baissé en 2018 de 2,5%. Après trois années de stagnation, cette baisse est-elle durable ?

Les données manquent pour une analyse complète mais une étude peut être faite pour deux pays : Allemagne et France, qui, ensemble, sont la cause de 60% de la réduction observée des émissions totales de l'UE.

La baisse des émissions allemandes compte pour la moitié de cette réduction. Selon le concepteur principal de la transition énergétique locale (Agora Energiewende) elle est due à des « faits particuliers », non durables. Mais des difficultés, elles durables, apparaissent.

En France, la baisse a été largement provoquée par un apport supplémentaire d'hydraulique et de nucléaire. Les deux parcs hydraulique et nucléaire étant inchangés, ces causes sont conjoncturelles. La baisse des émissions est non durable.

Dans les deux pays, la réduction de l'apport du nucléaire apparaît comme un handicap majeur à une réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La baisse des émissions de l'UE ne fait que ramener les émissions de 2018 au niveau de 2014. Au minimum, une part notable de cette diminution est due à des causes non durables.

Quatre années perdues pour la lutte contre le réchauffement climatique.

Politique Energie-Climat
Quatre années perdues : 2014-2018.

I. 2018 : la baisse des émissions est-elle durable ?

Les émissions de gaz carbonique liées à l'énergie représentent plus de 70% des émissions de gaz à effet de serre de l'Union Européenne. Leur réduction est un objectif majeur. Les Européens ont mis en œuvre d'importants Plans Energie-Climat, dont le dernier, « Une énergie propre pour tous les Européens » comprend huit textes législatifs, dont les quatre derniers ont été formellement publiés au Journal Officiel de l'Union Européenne en mai 2019.

L'élaboration de ce dernier paquet législatif a duré cinq ans et sa raison d'être en était la prévision faite en 2015 que l'Union Européenne ne parviendrait pas à atteindre l'objectif, annoncé urbi et orbi : la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40% en 2030 par rapport à 1990. En effet, l'Agence Européenne de l'Environnement, qui recueille des données des Etats, avait averti que la baisse observée de ces émissions allait fortement ralentir.

De 2014 à 2017, les émissions de l'Union Européenne stagnèrent, voire augmentèrent quelque peu. Les prévisions pessimistes de la Commission étaient dépassées par la réalité. La baisse n'était pas ralentie, il n'y avait plus de baisse du tout. Il se confirma que l'Union Européenne raterait, et de loin, l'objectif de réduction de 40% des émissions en 2030 par rapport à 1990. On se consola en décidant d'objectifs mirifiques mais lointains : ainsi la neutralité carbone en 2050. Et de rappeler que l'objectif 2020 serait atteint : la baisse des émissions de 20% par rapport à 1990 serait réalisée. Evidemment ! Elle l'était dès 2014, avant la stagnation inexpliquée de ces émissions.

Car un mystère demeure. Pourquoi la baisse des émissions avait-elle ralenti par rapport au rythme historique observé avant la mise en œuvre des Plans Energie Climat ? Le tout nouveau Plan « Une énergie propre pour tous les Européens » fut élaboré à partir de volumineux dossiers qui ne répondent pas à cette question. Les résultats insuffisants annoncés des premiers Plans Energie-Climat n'ayant pas été expliqués, il est à craindre que le nouveau ne corrige pas le tir. D'autant plus que comme les précédents, il garde la même stratégie : efficacité énergétique et développement accéléré des renouvelables, en se focalisant sur l'électricité.

En 2018, divine surprise, les émissions de gaz carbonique de l'Union Européenne baissent, et de façon notable (-2,5%).La question est de savoir si le phénomène est durable ou lié à des causes conjoncturelles.

En résumé : est-ce la politique climatique mise en œuvre dans l'Union Européenne qui est la cause de la baisse des émissions en 2018 ?

Le court communiqué d'Eurostat du 8 mai 2019, qui a annoncé cette baisse montre des variations fort différentes des émissions suivant les 28 Etats membres. Cependant il est possible d'analyser dès aujourd'hui la situation dans deux pays qui, à eux seuls, sont responsables de 60% de la baisse des émissions totales de l'Union Européenne observée en 2018. Il s'agit de la France et de l'Allemagne.

Le cas de l'Allemagne est très important : presque la moitié de la baisse totale des émissions de l'UE en 2018 est due à ce pays. Sa politique climatique a largement inspiré celle de l'Union .Avant de présenter les cas allemand et français, il nous faut rappeler les émissions de l'UE depuis 2014, date à partir de laquelle avait été annoncé un ralentissement de leur baisse.

II)Emissions de gaz carbonique de l'UE liées à l'énergie depuis 2014.

Le service de statistiques de l'UE, Eurostat, fournit annuellement ces émissions .Le tableau env_air_gge donne les chiffres de 2014 à 2016. Pour 2017 et 2018, Eurostat donne des estimations par des communiqués (en mai pour l'année précédente)[1], dont le passé montre qu'elles sont fiables.

Voici les résultats en millions de tonnes de gaz carbonique (CO_2) :

Année	2014	2015	2016	2017	2018
Emissions	3 223	3 258	3 238	3 296	3214

Les émissions ont stagné de 2014 à 2017, voire augmenté quelque peu. En 2018, elles ont baissé de 2,5%. Mais cela n'a fait que les ramener au niveau de 2014. En effet, la diminution minime, de 9 millions de tonnes sur plus de 3000 millions, de 2018 par rapport à 2014, est dans l'ordre de grandeur des incertitudes statistiques.

La réalité s'est révélée pire que l'avertissement. Le rythme de baisse des émissions ne s'est pas ralenti. La baisse a purement et simplement disparue. Et pourtant que d'efforts déployés ! Les littératures médiatique et livresque regorgent de réalisations victorieuses et de lendemains qui chantent, de l'éco-quartier aux smart grids, en passant par des rénovations de bâtiments anciens et les centrales solaires et éoliennes.

Tout cela coûte cher. En cinq ans, de 2014 à 2018 inclus, l'Union européenne a mis en service une capacité de production d'électricité en renouvelables équivalente à toutes les centrales d'EDF[2]. L'investissement correspondant peut être évalué à plus de 200 milliards d'euros[3]. L'Allemagne et le Danemark disputent à l'Australie du Sud la palme des tarifs domestiques d'électricité les plus élevés des pays industrialisés. L'industrie européenne de fabrication de l'aluminium, ne trouvant plus de courant bon marché s'effondre, faisant apparaître une nouvelle dépendance vis-à-vis de la Russie[4]. Et de nouvelles taxes, liées aux émissions de carbone, ont fait leur apparition. C'est une forte montée du prix de la tonne de carbone qui est à l'origine d'une augmentation nouvelle et importante des tarifs régulés d'électricité en France au 1er juin (+5,9%).

Tout cela pour une quasi-stagnation des émissions? Peu à peu, l'opinion publique prend conscience que la politique énergie-climat des Etats européens est inefficace. Compte tenu des chiffres précédents, l'impression est exacte. D'autres manifestations et protestations sont provoquées par le coût présent et avenir (annonce de nouvelles taxes) de la stratégie suivie.

Aucune explication n'avait été fournie lors de l'annonce en 2015 d'une baisse moins rapide des émissions. Aucune explication non plus de l'absence coûteuse de résultat constatée qui a suivi.

L'Union Européenne se retrouve aujourd'hui au même point qu'en 2014. Cependant l'année 2018 n'annonce-t-elle pas une embellie ?

II. Allemagne : une forte baisse non durable des émissions en 2018

La transition énergétique allemande comporte, de façon classique un programme d'efficacité énergétique. Mais elle se caractérise par une focalisation sur le secteur électrique avec deux axes : la sortie du nucléaire (qui fournissait 25% de l'électricité) et un très important développement des

[1] Communiqué Eurostat du 4 mai 2017-Augmentation de 1,8% par rapport à 2016. Communiqué Eurostat du 8 mai 2018-Baisse de 2,5% par rapport à 2017.

[2] Les chiffres de 2015 à 2018 sont données par l'Agence Internationale de l'Energie-« Renewable capacity… » 6 mai 2019. Pour 2014, voir les Rapports annuels des Nations Unies (UNEP), Bloomberg et Frankfurt School.

[3] On se rapportera aux Rapports annuels sur les investissements dans les renouvelables de l'ONU (UNEP) s'appuyant sur Bloomberg et Frankfurt School.

[4] Voir notre Lettre d'avril 2019 disponible sur www.geopolitique-electricite.com

énergies renouvelables. Aujourd'hui 95% des investissements dans ces dernières énergies vont à l'éolien et au solaire, donc au secteur électrique.

Voici, à l'aide des mêmes sources que précédemment (Eurostat, tableau env_air_gge et communiqués annuels en mai 2017 et 2018), les émissions de gaz carbonique (CO_2) du secteur de l'énergie (millions de tonnes).

Année	2014	2015	2016	2017	2018
Emissions	745	750	754	752,5	712

Les émissions sont d'abord stagnantes, voire en léger accroissement, mais la baisse en 2018 est spectaculaire : -5,4%. A elle seule, elle représente pratiquement la moitié de la baisse totale de l'Union Européenne (39,5 millions de tonnes de CO3 sur 82). Relève-t- elle d'un phénomène durable ?

L'analyse d'Agora Energiewende

La réponse se trouve dans l'analyse des résultats faite par le principal concepteur de la transition énergétique allemande lui-même, le think tank **Agora Energiewende**[5]. Un de ses dirigeants, Rainer Baake, fut Secrétaire d'Etat dans le Gouvernement fédéral de 1998 à 2005, puis de 2014 à 2018, cette fois-ci en charge de l'énergie (sous la houlette de Sigmar Gabriel, Vice-Chancelier et Ministre de l'Economie).

Suivant Agora Energiewende, la cause principale de la baisse des émissions est une « chute de la consommation d'énergie de 5% ». S'agit-il d'une meilleure efficacité énergétique ? Non, car dans ce domaine « aucun renversement de tendance n'est apparu en 2018 … les objectifs pour 2020 restent difficilement atteignables ».

Les « principales raisons » de la baisse de la consommation d'énergie, en l'absence d'une accélération de l'efficacité énergétique, sont « un temps doux, des prix élevés et un faible déclin des industries électro-intensives ».

Le développement des énergies renouvelables a-t-il joué un rôle ? Dans le secteur électrique, nouveau record : elles ont couvert 38,2% de la consommation. Mais le contraste avec le ***secteur global*** de l'énergie est saisissant : les énergies renouvelables n'y ont augmenté leur part que de 13 à 14%. Mais il ne faut pas croire que la production des renouvelables a cru dans ces proportions car « Cette augmentation n'est pas due à une croissance des renouvelables dans les domaines du transport et du chauffage, mais à la diminution de la consommation observée ».

Bref, la baisse spectaculaire des émissions de gaz carbonique liée à l'énergie n'est due, ni a des gains d'efficacité énergétique, dont les performances restent stagnantes et insuffisantes, ni aux énergies renouvelables dont la proportion n'a augmenté que faiblement et principalement du fait de la baisse totale de la consommation. Or efficacité énergétique et renouvelables sont les deux axes de la politique allemande.

Les causes principales de la baisse des émissions sont une météo clémente et une « économie morne des industries électro-intensives ». « La baisse des émissions en 2018 étant due à des facteurs particuliers … l'Allemagne continuera à être bien en dessous de son objectif climatique de 2020 ». Et nous ajouterons, encore plus au-dessous de ceux de 2030.

Greenpeace s'est exprimé d'une manière plus expéditive: la politique du Gouvernement allemand « n'a contribué en rien à ce maigre succès climatique … un hiver chaud ne peut remplacer une politique climatique réussie »[6].

Une dégradation d'ici 2022 ? La sortie du nucléaire[7].

La seconde source non carbonée d'électricité allemande reste le nucléaire (11,6% de la production en 2018), derrière l'éolien (18,3%), mais devant le solaire (7,5%). En effet, pour le moment, l'Allemagne n'a arrêté que la moitié de son parc nucléaire. Comme en 2022, la sortie du nucléaire doit

[5] Agora Energiewende-Die Energiewende im Stromsektor : Stand der Dinge 2018-Résumé en anglais pp.7-8

[6] Karsten Smid-Greenpeace Allemagne-Cité par pv-magazine.de-5/4/2019-« Emissionen in Deutschland… »

[7] Cf. pour la plupart des donnes (sauf ci-dessous) : Agence Internationale de l'Energie-Statistiques concernant l'électricité.

être achevée, les renouvelables électriques ont trois ans, toutes choses égales par ailleurs, pour le remplacer afin d'éviter un recours à l'utilisation de combustibles fossiles. En 2018, le nucléaire a fourni 72 TWh. Or en trois ans (2015-2018), la production d'électricité renouvelable est passée en Allemagne de 193,3 à 235,7 TWh[8], soit une augmentation de 42,4 TWh. D'ici 2022, ce rythme de production supplémentaire des renouvelables électriques ne permettra pas de remplacer les fournitures nucléaires. Il faudra donc avoir recours à de la production d'électricité à partir de combustibles fossiles pour remplacer partiellement le nucléaire. Avec les émissions de gaz carbonique supplémentaires correspondantes.

Il y a une autre solution : que l'Allemagne ne remplace pas son électricité nucléaire et renonce à ses exportations douteuses. Elle vend de l'électricité bon marché et très polluante issue du charbon et du lignite (36% de sa production en 2018). Elle y ajoute du courant lourdement subventionné (23 milliards d'euros/an) issu des renouvelables donc à un prix à l'exportation artificiellement bas (34% de la production en 2018, hors hydraulique).Comme cela désorganise le marché de l'électricité européen, cette solution arrangerait tout le monde, y compris pour le climat.

En conclusion :

Suivant le concepteur lui-même de la transition énergétique allemande, Agora Energiewende, la baisse des émissions en 2018 n'est pas durable. La politique allemande Energie-Climat est un échec.

L'avenir proche risque de prolonger cet échec :

- ***L'un des axes de la stratégie suivie, l'efficacité énergétique donne des résultats inférieurs aux attentes et insuffisants pour atteindre les objectifs.***
- ***L'autre axe, le développement des énergies renouvelables, néglige les domaines des bâtiments et du transport et se focalise sur l'électricité. Pour l'ensemble du secteur de l'énergie le rythme de croissance des renouvelables est trop lent.***

L'Allemagne court deux lièvres à la fois : lutter contre le réchauffement climatique et la sortie du nucléaire. Ces deux objectifs sont contradictoires. Le pays se prive d'une source d'énergie non carbonée et consacre une bonne part des renouvelables à la remplacer, sans gain pour le climat.

Une autre politique, la sortie rapide du charbon, serait efficace. Elle est décidée sur le papier, avec une fin lointaine : 2038. Des financements importants liés aux problèmes sociaux correspondants seront dégagés. Mais comment remplacer le charbon ? Les énergies renouvelables ? Leur rythme de développement, minime hors électricité, est trop lent et même dans ce secteur la compensation de la sortie du nucléaire d'ici 2022 posera problème. Il faudra un complément important, officiellement de façon transitoire. La réponse est le secret de Polichinelle : l'Allemagne se précipite pour doubler le gazoduc géant qui lui amène le gaz russe. On construira des centrales à gaz avec deux conséquences :

- ***Le pays, déjà premier importateur de gaz mondial, va faire passer au-dessus de 50% la part venant de la Russie faisant de ce pays un partenaire incontournable. Avec des conséquences géopolitiques évidentes et majeures.***
- ***L'utilisation d'un combustible fossile donc avec émissions de gaz carbonique certes moins importantes qu'avec le charbon … à condition de fermer les yeux sur les fuites de méthane, autre puissant***

[8] Chiffre 2015, Eurostat (tableau nrg_bal_c)- chiffre 2018- International Energy Agency.

gaz à effet de serre, susceptibles de se produire de l'extraction en Sibérie jusqu'à l'utilisation dans les centrales allemandes. Le gaz naturel est composé à 95% de méthane.

En attendant, pour le climat, l'Allemagne a perdu quatre ans.

III. France : une forte baisse non durable en 2018.

Nous avons ici aussi utilisé les tableaux et communiqués d'Eurostat. Voici les émissions françaises de gaz carbonique liées à l'énergie (en millions de tonnes) :

Année	2014	2015	2016	2017	2018
Emissions	307,5	313	315	325	315

Les émissions françaises sont plus élevées en 2018 qu'en 2014, malgré une baisse notable en 2018 (- 3,2%). Cette dernière baisse est-elle durable ?

Elle est d'environ 10 millions de tonnes de gaz carbonique. Or les émissions du secteur électrique ont chuté de 28%, de 28,3 millions à 20,4 millions de tonnes, soit 7,9 millions de tonnes.

Près de 80% de la baisse française des émissions de gaz carbonique liées à l'énergie sont dues au secteur électrique.

Les chiffres donnés par RTE confirment que les sources non carbonées d'électricité ont toutes augmenté leur apport en 2018 par rapport à 2017. Voici le détail de leur production en TWh[9] :

Source décarbonée	Nucléaire	Hydraulique renouvelable	Eolien	Solaire	Bioénergies renouvelables	Total
2018	393,2	63,1	27,8	10,2	7,6	501,9
2017	379,1	48,6	24,0	9,2	7,0	467,9
Supplément	+14,1	+14,5	+3,8	+1,0	+0,6	+34,0

La baisse des émissions de gaz carbonique dans le secteur français de l'électricité est due pour 84% aux apports supplémentaires du nucléaire et de l'hydraulique (28,6 TWh sur 34 TWh). Causes conjoncturelles et non durables. L'apport de l'hydraulique dépend de la pluviométrie. Celui du nucléaire issu d'un parc de centrales stable est lié aux arrêts programmés mais aussi à des aléas de production.

Les suppléments non durables dus au nucléaire et à l'hydraulique ont entraîné 84% de la baisse des émissions de gaz carbonique du secteur électrique soit un peu plus des 2/3 de la baisse de ces mêmes émissions pour l'ensemble de l'énergie.

On notera le faible impact des renouvelables électriques qui n'ont contribué qu'à moins de 16% de l'augmentation de l'apport non carboné, soit à une diminution de 1,15 millions de tonnes d'émissions de CO_2.

Une plus forte production nucléaire et hydraulique explique les 2/3 de la baisse des émissions. Il s'agit d'un phénomène conjoncturel. La baisse de 3,2% des émissions françaises de gaz carbonique liées à l'énergie observées en 2018 n'est ni significative, ni durable. Les émissions sont plus élevées qu'il y a quatre ans.

La politique climatique française a perdu quatre ans.

[9] RTE Bilan 2017 et 2018.

Une politique Energie-Climat caricaturale.

La transition énergétique française est très proche de l'Allemande :

- Recherche de l'efficacité énergétique et développement, désormais rapide, des énergies renouvelables électriques, essentiellement le solaire et l'éolien.
- L'Allemagne produisait, avant sa décision de sortie du nucléaire, le quart de son électricité à partir de l'atome. En décidant de baisser la part du nucléaire de 75 à 50%, la France a le même problème : trouver des nouvelles sources pour assurer un quart de sa production d'électricité.

Avec une politique copiée sur l'Allemagne, la France n'a pas tenu compte de l'existence d'un secteur électrique déjà largement décarboné. Il y a, effectivement, Outre-Rhin, une importante production d'électricité provenant du charbon et du lignite, dont le remplacement, au moins partiel par les renouvelables, est susceptible de faire baisser les émissions de gaz carbonique (lorsque ces renouvelables auront fini de compenser la sortie du nucléaire).

En France, l'arrêt des centrales à charbon, qui en 2018 ont produit 1,1% de l'électricité, est un objectif largement mis en avant, mais dérisoire dans le contexte de la lutte contre le réchauffement climatique.

Comme l'Allemagne, la France court deux lièvres à la fois : lutte contre le réchauffement climatique et remplacement du quart de la production totale issue du nucléaire par des renouvelables. Mais, de ce côté du Rhin, la contradiction entre les deux objectifs est caricaturale.

La Cour des Comptes ne s'y est pas trompée[10] :

« La place consacrée aux renouvelables répond à un autre objectif [que le climat] … consistant à substituer les énergies renouvelables à l'énergie de source nucléaire ».

« Surtout, la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE), qui formalise la stratégie française … n'est pas parvenue à traduire ce double objectif, climatique et énergétique [la lutte contre le réchauffement climatique et la substitution des renouvelables au nucléaire] ».

Les contradictions des documents officiels.

Chaque année, lors du débat sur la Loi de Finances à l'Assemblée Nationale, les parlementaires reçoivent des documents d'information. Le dernier correspondant à la politique climatique (Loi de Finances 2019) comprenait les phrases suivantes :

« Le développement des énergies renouvelables est un axe majeur de réduction des émissions de gaz à effet de serre »[11]. Et de préciser : « Le programme de développement des énergies renouvelables [électricité et biogaz] … représente à lui seul plus de la moitié des dépenses budgétaires (56% pour 2019) [destinés à la politique climatique] ». Pour 2018 et 2019, les crédits de ce programme « renouvelables » représentent respectivement un total de 5 542 et 5 439 millions d'euros »[12]. La somme dédiée au biogaz peut être estimée à 500 millions d'euros dont une partie va également au secteur électrique.

Le document officiel remis à l'Assemblée Nationale lors du débat de Loi de Finances affirme qu'un peu plus de la moitié des crédits publics dédiés à la

[10] Cours des Comptes-« Le soutien aux énergies renouvelables »Mars 2018-p.22

[11] « Document de Politique Transversale-Projet de Loi de Finances 2019-Lutte contre le réchauffement climatique » fourni aux parlementaires par le Ministre Chef de File (Ministre de la Transition Energétique et Solidaire. P.115

[12] Idem-p15

politique climatique va aux énergies renouvelables électriques présentées « comme un axe majeur de réduction des émissions de gaz à effet de serre ».

La Cour des Comptes estime au contraire que les renouvelables électriques sont développées pour se substituer au nucléaire, énergie non carbonée, donc sans effet sur les émissions, donc sur le climat.

La contradiction la plus surprenante vient du Ministère de la Transition Energétique lui-même, pourtant auteur du texte transmis à l'Assemblée Nationale. Les Gouvernements européens sont convenus qu'ils se donneraient un objectif commun de réduction des émissions. Cela nécessite une répartition des efforts. Le Gouvernement français, a donc transmis à ses homologues, via Bruxelles, début 2019, un « Projet de Plan National Intégré Energie-Climat 2021-2030 » qui devra être finalisé à la fin de cette année. Ce Projet se confond avec la Programmation Pluriannuelle de l'Energie.

Or on y lit que le secteur électrique en 2028, dans les deux scénarios proposés, produirait 32 TWh à partir du gaz naturel (hors bioénergie)[13]. On peut estimer à 350g les émissions de gaz carbonique émis par la production d'un kWh à partir du gaz naturel. Cela conduirait à des émissions du secteur électrique de 11,2 millions de tonnes de CO_2 en 2028. Or celles-ci n'étaient plus que 20,4 millions de tonnes en 2018. L'action des énergies renouvelables électriques entraînerait la diminution des émissions de ***9,2 millions de tonnes de CO_2 en dix ans.***

Cet apport, en dix ans, est dérisoire : le Ministère de la Transition Ecologique estime dans le cadre de sa Stratégie Nationale Bas Carbone à 12,4 millions de tonnes par an la réduction nécessaire pour atteindre nos différents objectifs officiels (notre apport à la réduction de 40% des émissions européenne en 2030, et la neutralité carbone en 2050).

Dans les faits, la politique française de l'énergie a comme objectif prioritaire la réduction de la part du nucléaire. Cela se lit, non seulement, dans un Rapport de la Cour des Comptes, mais aussi dans le Projet de Plan Intégré Energie Climat de la France et dans la Programmation Pluriannuelle de l'Energie. Plus de la moitié des crédits publics officiellement dédiés au Climat sont, en fait, consacrés à la réduction de la part du nucléaire. On se prive d'une source non carbonée pour le quart de notre électricité. On la remplace par des énergies renouvelables dont le développement dans les secteurs non électriques stagne, sans aucun gain pour le climat.

La baisse des émissions de gaz carbonique en France en 2018 est largement due à des causes non durables.

La priorité de la politique énergétique française est la réduction de la part du nucléaire et non la lutte contre le réchauffement climatique. Plus de la moitié des crédits publics officiellement dédiés au climat sont, en fait, destinés au remplacement du nucléaire par les renouvelables, sans gain pour la lutte contre le réchauffement.

Mis à la portion congrue, les efforts réellement dédiés au climat sont largement insuffisants. La France, pour la lutte pour le climat, a perdu quatre ans. Elle est sur la voie d'en perdre d'autres.

[13] Projet de Plan National Intégré Energie-Climat de la France-Fév. 2019-p.175

En conclusion :

Malgré une baisse des émissions en 2018, l'Union européenne se retrouve au même niveau qu'en 2014. Quatre années perdues pour un coût très élevé.

L'observation en Allemagne et en France, pays où les baisses ont été particulièrement fortes montrent qu'elles sont principalement dues à des causes non durables et non liées aux politiques énergie-climat. En Allemagne, cette analyse est celle d'Agora Energiewende, principal concepteur de la transition énergétique Outre Rhin. Greenpeace se contente d'énoncer : « Un hiver chaud ne remplace pas une politique climatique ».

Les deux axes des Plans Energie-Climat sont à la peine :

- ***En Allemagne les progrès en efficacité énergétique paraissent plus difficiles qu'escomptés.***

- ***Les énergies renouvelables, désormais concentrées sur l'électricité, ont un impact insuffisant. Leur pénétration dans les autres secteurs que l'électricité est décevant.***

Dans les deux pays, il apparaît que la stratégie de réduction du nucléaire est un double handicap. D'une part, elle prive d'une source décarbonée, d'autre part, elle conduit à consacrer d'abord les énergies renouvelables à remplacer l'atome sans gain pour le climat.

Ainsi en Allemagne, d'ici 2022, la production de 75 TWh issus du nucléaire disparaîtra. Or, en trois ans, l'apport supplémentaire des renouvelables sera inférieur à 50 TWh.

En France, la Cour des Comptes et le Projet de Plan Intégré Energie-Climat montrent que le développement des renouvelables servira essentiellement à compenser la réduction de la part du nucléaire de 75 à 50%, sans gain pour le climat.

Or, les documents fournis au Parlement lors des lois de finances affirment que le programme « renouvelables » est un axe majeur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

En tout état de cause, le programme « renouvelables » absorbe plus de la moitié des crédits publics français consacrés à la politique climatique, réduisant les autres mesures à la portion congrue.

La France a perdu quatre ans pour la lutte contre le réchauffement climatique et peut en perdre d'autres. Et cela coûte bien cher.